

LES CARNETS DE L'ÉCONOMIE ET DE L'ENTREPRISE

Notre lettre aux parlementaires

SOCIÉTÉ

Pouvoir d'achat: ressenti négatif, statistiques positives

Le ressenti négatif des français sur le pouvoir d'achat ne date pas d'hier. Selon un sondage Elabe publié le 31 octobre 2018, **74% d'entre eux considèrent que leur pouvoir d'achat a baissé au cours des derniers mois. Il faut noter qu'en Europe, ce sont les Français qui sont les plus négatifs sur ce point.** L'Observatoire Cetelem de la Consommation 2018 révélait en début d'année que 48% des

Français estimaient qu'en 2017 leur pouvoir d'achat avait baissé (31% en Europe), 39% qu'il était resté stable (44% en Europe) et seuls 13% qu'il avait augmenté (24% en Europe). Rappelons que **d'après les chiffres publiés par l'Insee, le pouvoir d'achat des Français a augmenté en moyenne de 1,3% en 2017 après une hausse de 1,8% en 2016.**

En clair, quoi qu'il arrive, que le pouvoir d'achat soit orienté à la hausse ou à la baisse, les Français ont le sentiment qu'il baisse et que leur niveau de vie ne cesse de reculer.

De la même façon, les Français sont les plus pessimistes quand il s'agit d'envisager l'avenir. 51% d'entre eux se déclarent pessimistes ou très pessimistes contre seulement 31% des Européens. La France est le seul pays dans lequel la majorité des personnes interrogées sont pessimistes.

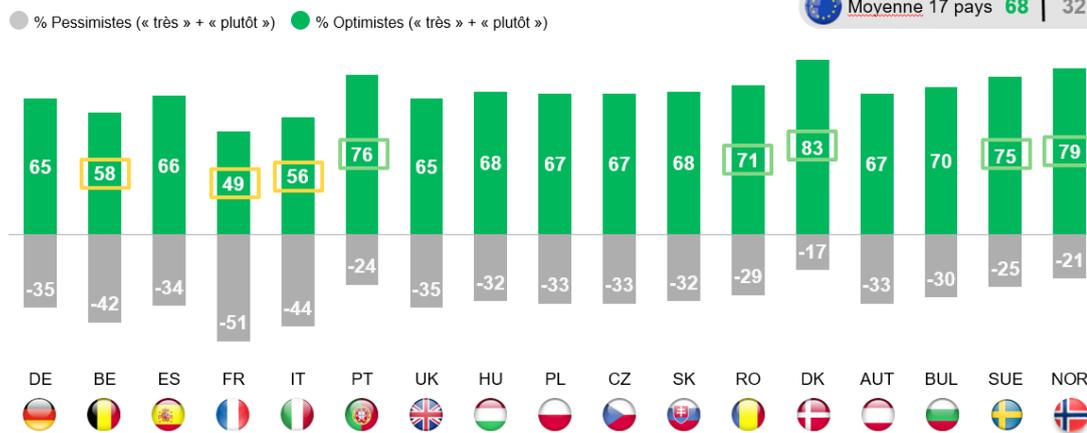
En 2017, diriez-vous que votre pouvoir d'achat...en%...

Evolution vs 2016	+6	-	+2	+9	+4	+5	+5	+11	+3	+6	+3	+9	+7	+15	+1	+3	+9	-	-
... A augmenté	24	38	22	21	25	13	13	26	21	22	29	30	29	37	26	23	28	38	35
Evolution vs 2016	-1	-	-1	+3	+6	-2	+2	+7	-6	+3	-4	-8	-8	-13	+0	+5	+0	-	-
... Est resté Stable	44	41	48	42	46	39	52	45	54	49	41	42	43	33	51	43	39	42	35
Evolution vs 2016	-6	-	-2	-12	-10	-3	-6	-17	+3	-9	+1	-2	+1	-2	-1	-8	-10	-	-
... A baissé	31	21	30	37	29	48	36	29	25	29	30	27	28	30	23	34	34	20	30
Total*		MIL	DE	BE	ES	FR	IT	PT	UK	HU	PL	CZ	SK	RO	DK	AT	BG	SE	NO

* Historique sur 15 pays Source : Observatoire Cetelem

L'Observatoire Cetelem 2018

Optimisme vis-à-vis de l'avenir Ensemble des pays européens



Source : Observatoire Cetelem

Significativement supérieur à la moyenne Pays
Significativement inférieur à la moyenne Pays

L'Observatoire Cetelem 2018 19

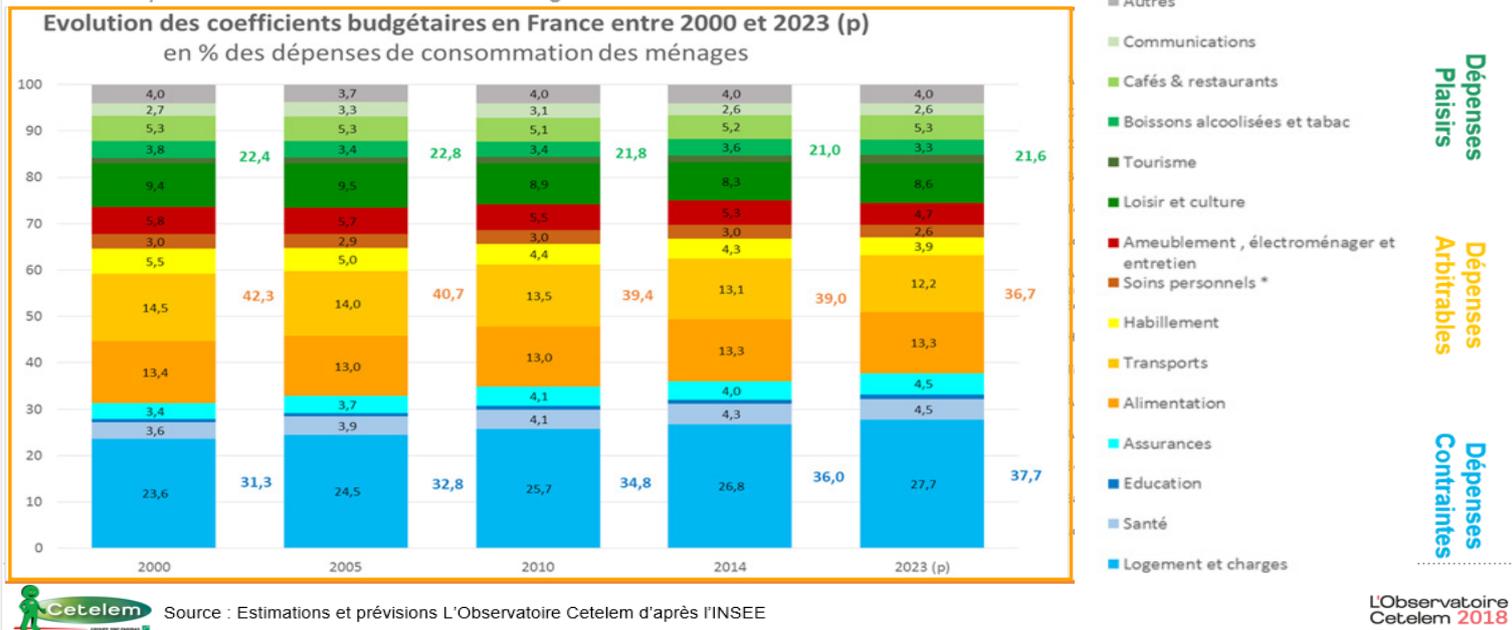
D'autres indicateurs tendent à montrer que les Français ont une vision assez négative ou pessimiste des choses. C'est une spécificité de notre pays mais suffit-elle à expliquer pourquoi aujourd'hui près de 3 Français sur 4 ont le sentiment que leur pouvoir d'achat baisse alors que les statistiques disent le contraire ? Comment expliquer un tel écart entre perception et réalité ?

Les explications sont multiples et il serait risqué de prétendre avoir une réponse unique et globale à cette question. Pour autant, un élément a une influence significative sur cette perception négative et pour le cerner et bien le comprendre, il est nécessaire de se plonger



Évolution des coefficients budgétaires en France entre 2000 et 2014, perspectives 2023

En % des dépenses de consommation des ménages



dans la structure du budget des ménages français et surtout dans son évolution au cours de ces 20 dernières années tout en essayant de voir ce qui peut se passer d'ici 5 ans.

Les dépenses des ménages peuvent se structurer en 3 grandes parties. Dans la première, appelée « dépenses plaisirs » on classe par exemple les dépenses liées au tourisme, aux loisirs, à la restauration... Dans la seconde, il y a les « dépenses contraintes » parmi lesquelles se trouvent les dépenses liées au logement (loyer ou crédit immobilier), les charges, les dépenses de santé... Enfin, dans la troisième et dernière catégorie les « dépenses arbitrables », on trouve l'alimentaire, les transports, l'habillement, l'équipement de maison... Ces dernières constituent les dépenses du quotidien.

Entre 2000 et 2014, l'évolution de chaque catégorie est frappante. En effet, **les dépenses contraintes sont passées de 31,3% des dépenses en 2000 à 36% en 2014. Cette forte hausse en peu de temps s'explique par la hausse des prix de l'immobilier (58% des Français sont propriétaires) et la hausse des loyers.** A cela s'ajoute l'augmentation des dépenses de santé et du coût des assurances. Par définition, les marges de manœuvre sont nulles sur les dépenses contraintes. En clair, **ce sont des dépenses obligatoires qui prennent une place de plus en plus importante dans le budget des ménages.**

Ce phénomène est aggravé par l'apparition de nouvelles dépenses comme les téléphones portables dont les forfaits sont prélevés tous les mois. De la même façon, les Français mensualisent beaucoup plus leurs dépenses. On paye tous les mois son électricité, ses impôts (même avant l'entrée en vigueur du prélèvement à la source, beaucoup de Français avaient choisi la mensualisation), sa mutuelle, son téléphone et même sa voiture (de plus en plus d'automobilistes choisissent d'acquérir leur voiture avec un système de location).

Trois phénomènes se cumulent ainsi de façon durable dans le budget des ménages : hausse des dépenses contraintes, apparitions de nouvelles dépenses pré-engagées et une mensualisation des dépenses de plus en plus importante.

Au bout du compte, tout cela a une conséquence très simple mais redoutable : **les marges de manœuvre financières des ménages se réduisent au fil du temps.** Une fois le loyer payé, les prélèvements automatiques effectués, il ne reste plus grand-chose sur le compte le 10 du mois et le découvert bancaire arrive très vite pour beaucoup de ménages qui, du coup, ont de plus en plus de mal à faire face aux dépenses du quotidien (faire ses courses, faire le plein...).

Ces évolutions dans notre façon de consommer jouent très négativement sur

la perception de l'évolution du pouvoir d'achat et expliquent au moins en partie l'écart important qui existe entre perception et réalité statistique.

Au-delà de la situation actuelle, il n'est pas inintéressant d'essayer de faire un peu de prospective sur le sujet. L'Observatoire Cetelem a établi des prévisions sur l'évolution de la structure des budgets à horizon 2023. Les perspectives sont claires, les évolutions constatées sur ces 15 dernières années vont se poursuivre et en particulier sur l'augmentation des dépenses contraintes. Celles-ci devraient représenter 37,7% des dépenses, tirées vers le haut par les prix de l'immobilier (on ne construit pas assez de logements pour répondre à l'augmentation de la demande), par l'augmentation des dépenses de santé (liées au vieillissement de la population) et par la hausse attendue du prix des assurances.

Le budget des ménages français sera de plus en plus serré et le sujet du pouvoir d'achat restera au cœur des principales préoccupations des Français pour longtemps encore.

Flavien NEUVY

flavien.neuvy@bnpparibas-pf.com

Economiste,

directeur de L'Observatoire Cetelem



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

L'éducation économique et financière, une cause d'intérêt général

De nombreuses enquêtes l'ont constaté, la culture financière des Français est en moyenne relativement faible.

Une étude du Credoc publiée en 2011¹ montre par exemple qu'ils ne maîtrisent pas toujours certains concepts de base et peuvent avoir des difficultés avec des calculs financiers simples. Selon cette étude, « seule une personne sur deux sait que 100 € placés à 2% par an conduisent à un capital de 102 € au bout de un an », seule « une personne sur quatre parvient à trouver, dans une liste de trois réponses possibles, la définition d'une obligation », « seulement 45% savent ce qu'est un fonds commun de placement et 52% connaissent les principes d'un dividende ».

Une autre enquête, menée en 2014 par l'institut IPSOS à la demande du Comité consultatif du secteur financier (CCSF), sur la base d'un questionnaire élaboré pour l'OCDE par l'INFE (International Network on Financial Education), un réseau international d'experts en matière d'éducation financière, aboutissait à des résultats très proches, plaçant la France dans la moyenne basse des pays de l'OCDE sondés en la matière.

Toujours en 2014, l'évaluation « PISA 2012 » du niveau de culture financière des élèves de 15 ans, menée par le « programme international pour le suivi de l'acquis des élèves » (PISA), montrait que les résultats des élèves français en culture financière étaient inférieurs à la moyenne des 13 pays et économies de l'OCDE ayant participé à l'évaluation.

La méconnaissance des mécanismes financiers élémentaires par les Français semble donc avérée. Or les conséquences de cette culture financière insuffisante sont plus nombreuses et significatives qu'il n'y paraît.

« Un bas niveau d'éducation financière présente un coût potentiellement élevé pour la société dans son ensemble »

Le rapport du groupe de travail présidé par Emmanuel Constans dans le cadre du CCSF, remis en février 2015 à Pierre

Moscovici, alors ministre de l'Economie et des Finances, jugeait ainsi qu'« un bas niveau d'éducation financière présente un coût potentiellement élevé pour toutes les parties prenantes du secteur financier et pour la société dans son ensemble. On peut mentionner à ce titre le coût social du surendettement et du malendettement, les risques liés à une mauvaise allocation de l'épargne, un sentiment général de défiance des citoyens envers la finance ou encore la difficile compréhension des politiques publiques et de tous leurs enjeux. »

De manière évidente, la culture financière a tout d'abord des conséquences directes pour les ménages et les personnes. **Facteur d'inclusion bancaire, la maîtrise des concepts financiers de base permet tout d'abord de gérer un budget personnel.** Elle est également nécessaire pour comprendre les conséquences de l'endettement et donc **éviter potentiellement les situations de surendettement.** Ces situations résultent fréquemment des accidents de la vie (séparation, chômage, maladie...) mais il est évident que l'absence d'éducation financière est un facteur de risque supplémentaire. Les compétences en matière financière sont également nécessaires pour **épargner, préparer une retraite** ou encore réaliser des projets majeurs tels que **l'acquisition d'une résidence principale** ou sécuriser le **financement des études des enfants.**

Au-delà de son impact direct sur les personnes, le niveau de culture financière a également des conséquences collectives, comme l'indique le rapport précité du CCSF. **Il impacte par exemple le financement de l'économie française en induisant des comportements d'épargne structurants : aversion ou non au risque, préférence pour les placements liquides, donc de court terme, ou au contraire pour des placements à long terme, intérêt ou défiance vis-à-vis des marchés actions,** etc. Et si l'on retient une conception encore plus large du sujet, l'absence de culture financière impliquant mécaniquement une forme

d'inculture économique, les conséquences touchent même la vie de la cité. En effet, **sans culture économique et financière, comment le citoyen peut-il comprendre les ressorts des politiques publiques ?** Comment peut-il juger les programmes économiques des candidats aux élections ? N'est-il pas indispensable par exemple d'avoir quelques notions économiques et financières pour appréhender les débats sur l'euro et la gouvernance économique de la zone euro ?

C'est indéniable, la culture économique et financière est un vrai sujet d'intérêt général. Responsables publics et acteurs du secteur financier l'ont d'ailleurs bien compris et se sont emparés du sujet depuis déjà quelques années, que ce soit au niveau international, européen ou national.

Au niveau international, sous l'impulsion du G20, l'OCDE a entrepris des travaux sur le sujet au cours des années 2000. Elle a ainsi publié en 2005 une première étude internationale sur ce thème (« Pour une meilleure éducation financière ») et adressé des recommandations à ses membres pour les inciter à lancer des programmes d'éducation financière. Optant pour une approche relativement restrictive, l'OCDE a défini à cette occasion l'éducation financière comme étant un **« processus par lequel des consommateurs/investisseurs améliorent leur connaissance des produits, concepts et risques financiers et acquièrent, au moyen d'une information, d'une instruction ou d'un avis objectif, les compétences et la confiance nécessaires pour devenir plus sensibles aux risques et opportunités en matière financière, faire des choix raisonnés, savoir où trouver une assistance et prendre d'autres initiatives efficaces pour améliorer leur bien-être financier »**².

Au niveau européen, la Commission européenne s'est emparée du sujet en 2007 en publiant une communication visant à promouvoir le développement de l'éducation financière au sein de l'UE³. Dans le prolongement de cette initiative,



le Parlement européen a lui-même adopté le 18 novembre 2008 une résolution en vertu de laquelle il « encourage les États membres à **inclure l'éducation financière dans les programmes de l'enseignement primaire et secondaire** établis par les institutions compétentes, afin de développer les compétences nécessaires dans la vie de tous les jours, ainsi qu'à organiser la formation systématique des enseignants à cette question ».

« Les banques françaises ont été pionnières en matière d'éducation financière »

Au niveau national enfin, plusieurs initiatives ont été lancées, du fait non seulement des pouvoirs publics mais aussi du secteur privé. Les banques françaises en particulier ont été pionnières en la matière, en lançant dès 2003 un important programme baptisé « les clés de la banque », d'abord destiné au grand public puis élargi aux entrepreneurs et aux acteurs sociaux⁴. Elles ont poursuivi cet effort, cette fois en partenariat avec les pouvoirs publics, en soutenant en

2006, aux côtés de l'Autorité des Marchés financiers et de la Banque de France, la création de l'Institut pour l'éducation financière du public (IEFP), plus connu sous le nom de « La Finance pour Tous ».

En 2016, le gouvernement a souhaité donner une nouvelle impulsion au sujet, en mettant en place une ambitieuse **stratégie nationale d'éducation financière** pour tous les français, placée sous la responsabilité de la Banque de France et inspirée du rapport publié par le CCSF en 2015 (cf. supra).

En juillet dernier, le « comité stratégique d'éducation financière », présidé par Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, en présence de Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale et de François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, a confirmé la poursuite du déploiement de la stratégie lancée en 2016, en l'enrichissant d'une dimension supplémentaire visant à accompagner les entrepreneurs dans leurs compétences économiques et financières.

On ne peut que saluer l'implication croissante des pouvoirs publics, indispensable pour **assurer la cohérence, la neutralité et l'évaluation des différents programmes existants et veiller à ce que tous les publics concernés soient efficacement pris en compte** (écoliers, collégiens, lycéens, étudiants, ménages/épargnants, futurs retraités, populations fragiles, etc.). Il convient maintenant de faire en sorte que la stratégie du gouvernement se traduise en actions concrètes. Cela suppose un soutien réel de tous les acteurs concernés, dans le secteur privé et dans la fonction publique.

Hubert d'ETIGNY

hubert.detigny@bnpparibas.com

Affaires publiques France

1 « La culture financière des Français », Crédoc, octobre 2011

2 « Les principes et les bonnes pratiques relatifs à la sensibilisation et l'éducation financière », OCDE, juillet 2005

3 « Education financière », communication de la Commission européenne, 18 décembre 2007

4 www.lesclesdelabanque.com

BNP Paribas et l'éducation financière, quelques illustrations

Le Groupe BNP Paribas est investi depuis longtemps dans le sujet. L'une de ses actions importantes est de **soutenir, depuis sa création en 2003, « Les clés de la banque », le programme d'éducation financière développé par la BBF.**



Le Groupe est également **membre associé de l'Institut pour l'éducation financière du public (IEFP)**, association éditrice du site www.lafinancepourtous.com, présidée par Christian Noyer, ancien gouverneur de la Banque de France.

Parmi les initiatives notables de BNP Paribas, il faut également mentionner **l'action de la Fondation Cetelem, créée en 1992 et placée sous l'égide de la Fondation de France.** Tournée désormais vers la lutte contre la fracture numérique et les exclusions qu'elle entraîne, celle-ci **a œuvré de longues années pour développer et promouvoir l'éducation budgétaire, avec pour objectifs la prévention et l'aide à l'insertion économique et sociale.** Son engagement a permis de soutenir et d'encourager de nombreux projets d'éducation budgétaire mis en œuvre en France par des structures d'intérêt général partenaires de la Fondation, telles les Apprentis d'Auteuil, l'Agence nouvelles des solidarités actives, le Secours catholique ou encore l'association Cresus.



BNP Paribas a également organisé à plusieurs reprises ces dernières années, **dans près de 140 agences, des ateliers sur la gestion du budget autour d'un jeu développé par son partenaire associatif Cresus.** Clients ou non, les particuliers étaient invités à venir jouer en famille au jeu éducatif « Dilemme » développé par l'association Cresus pour faire découvrir les bonnes pratiques de la gestion du budget (cf. <http://www.dilemme.org>). Enfin le Groupe a activement soutenu l'opération « J'invite un banquier dans ma classe » (www.unbanquierdansmaclasse.fr), menée par « Les clés de la banque » dans le cadre de la « European money week 2015 ».

